

Mérignac, le 22 janvier 2017

APPEL A LA RESISTANCE

Le GT7 « cadres alternatifs » s'est réuni pour la quatrième fois ce 17 janvier. Cette réunion devait être conclusive et annoncer le lancement des différentes expés alternatives dans les centres, et en particulier permettre de mettre en œuvre le projet de l'UNSA-ICNA à Bordeaux.

Cependant, et contre toute attente raisonnable, la DO a envoyé un message clair : la performance en tant que telle ne l'intéresse pas, elle souhaite avant tout imposer plus de contraintes aux personnels pour casser le modèle social des ICNA.

En écartant dogmatiquement tous les projets visant à concilier performance et respect des conditions de travail, la DO persiste à refuser en toute connaissance de cause, et sans doute avec préméditation, le concept de cadres alternatifs, pourtant composante essentielle du protocole DGAC.

Ce faisant, elle s'expose à des conséquences durables qui vont bien au-delà des préavis durs qui se profilent désormais...

➤ GT7 : une trahison savamment orchestrée

Lors de ce GT, l'UNSA-ICNA a à nouveau présenté les projets de ses différentes sections, y compris le package bordelais que nous vous exposons dans notre communiqué du 2 janvier. Nous avons pu démontrer à quel point ces projets étaient (nettement) plus efficaces que les tours de service en 7/12, novateurs et porteurs de perspectives à moyen terme pour les personnels.

Face à l'évidence, le rapporteur du GT n'a pu qu'admettre que les propositions de l'UNSA étaient bel et bien les plus performantes, sans aucun doute possible, mais que « la règle avait changé ». Il ne s'agissait plus de valoriser financièrement la performance mais, au mépris complet de la lettre et de l'esprit du protocole, la « contrainte » nouvelle sur les personnels.

En clair, les 500€ bruts par mois ne représentent pas le prix d'une efficacité supérieure, d'une productivité améliorée, mais constituent la médiocre récompense de ceux qui accepteront de casser l'organisation du travail. Par exemple en travaillant un jour de plus sur le cycle, en réduisant les temps de pause, ou encore en explosant les équipes avec un « shift » (travailler un jour à la place d'un jour de repos) évidemment inacceptable (et c'est fait pour !).

Dans ce contexte, la DO nous a bien fait comprendre qu'aucune de nos propositions ne seraient acceptées en l'état actuel du rapport de force, car elles ne font pas peser plus de contraintes sur les personnels (au contraire, puisque notre but était justement de concilier augmentation de capacité avec maintien voire diminution de la pénibilité) même si elle reconnaît qu'elles étaient plus performantes. Pour la DO, le seul choix possible, c'est soit le 7/12, soit le 1j/2 avec des larmes !

En guise de conclusion, la DO a remercié très cyniquement les syndicats (hors SNCTA bien sûr !) de

toutes leurs propositions qu'elle se chargera, le moment venu, de nous imposer par la force et sans aucune revalorisation... Volontairement provocatrice, elle tenait à faire plaisir au SNCTA qui jubilait !

L'UNSA tient pour sa part à remercier le rapporteur de ce GT pour sa franchise, et pour nous avoir permis de mieux comprendre les ambitions des hauts fonctionnaires de la DGAC qui renient sans vergogne le dernier protocole social et semblent surtout avoir pris date pour les prochaines élections présidentielles...

Cependant, nous n'en faisons pas une affaire de personne. C'est bien le système qui est corrompu, qui n'a plus de soupape de sécurité.

Aujourd'hui, ne pas respecter le protocole : ce n'est pas grave ! Changer les règles du jeu comme bon vous semble : normal ! Briser un modèle qui marche, sans l'espace d'une réflexion sur les conséquences en termes de sécurité : quel est le problème ?!

Comment respecter cette façon de manager, comment respecter les personnes qui font cela ?

C'est un problème moral, éthique, de comportement qui démontre que les agissements les plus exécrables de certains politiciens déteignent aujourd'hui sur l'administration, et c'est une tragédie pour tout le monde.

➤ Et dans le rôle de Judas...

Oui, nous le savons : personne ne veut lire un papier qui met en cause un autre syndicat, et nous essayons au maximum de respecter cette règle. Mais aujourd'hui, c'est dur d'y échapper...

Car si pour l'instant l'Administration se permet de ne pas respecter un protocole signé par le Ministre, et s'apprête demain à imposer des contraintes totalement inédites sur les ICNA pour forcer ceux-ci à changer de cadre de travail, c'est bien parce que le SNCTA a donné son accord (car cela lui permet de mettre en

avant « son » 7/12), voire peut-être en a initié la stratégie !

Malheureusement, le SNCTA a bien changé... Fut un temps où celui-ci plaçait la force des contrôleurs, et le respect qu'ils doivent inspirer, au-dessus de toute autre considération. A ce titre, il veillait par exemple au strict respect du service minimum, même pour les grèves des autres syndicats avec lesquelles il était pourtant en désaccord. Aujourd'hui, tout n'est que petits calculs politiques, sans aucune vue d'ensemble.

Car si le SNCTA a évidemment parfaitement le droit de revendiquer la fin du 1j/2, même pour une somme aussi ridicule que ~~30 pièces~~ d'argent 400€ net/mois (d'ailleurs, combien pour le 8j/12 dans 2 ans ? 1000€ ?), il n'a pas le droit moral de laisser l'Administration détruire notre organisation du travail actuelle à coups de passages en force sur les tours de services et les droits à congés, simplement parce que ça l'arrange tactiquement, en mettant dramatiquement à mal le rapport de forces entre contrôleurs et Administration.

Ce que fait le SNCTA aujourd'hui a un nom : cela s'appelle la politique de la terre brûlée. Et si on ne peut nier que cette tactique a démontré son efficacité au cours de l'histoire, cela a toujours été au prix de lourdes pertes...

Car qui peut croire que l'Administration s'arrêtera en si bon chemin et ne tentera pas d'imposer les mêmes contraintes au 7/12 à plus ou moins court terme ? Qui s'y opposera alors ? Ceux qui laissent faire aujourd'hui compteront-ils alors avoir le renfort de ceux qu'ils tentent d'écraser ? A toujours vouloir cliver pour s'imposer, on finit souvent bien seul, et bien faible...

➤ Un vote CONTRE la poursuite du 7/12 annoncé et assumé !

Notre Chef de Centre et son staff managérial, en étroite collaboration avec le SNCTA, nous ont concocté une petite surprise pour le 23 janvier. Et oui, la salle ne semble toujours pas bien comprendre qu'il faut absolument passer

au 7/12, il persiste des nids de résistance y compris dans les rangs du SNCTA, alors il faut les aider à mieux comprendre...

La méthode pour faire rentrer dans le troupeau le mouton est simple : il faut lui faire peur, l'intimider par tous les moyens. Donc si nous ne poursuivons pas l'expé, nous nous attendons à ce que l'Administration locale tente de nous imposer (comme l'a laissé entendre la DO) :

- des restrictions des droits à congés sanglants : 120 jours à 20%
- un nouveau tour de service « punitif » à 36H par semaine : et oui, l'UNSA a montré à quel point le 1j/2 pouvait être performant, et bien reprenons la base de leur proposition et chargeons-la un maximum pour faire peur aux ICNA. Ça leur fait préférer massivement le 7/12 : objectif atteint. Ils refusent quand même le 7/12 : et bien ils trimeront tout l'été et les délais seront plus bas. Une autre vision du « gagnant/gagnant »...
- Et cerise sur le gâteau : l'aide gracieuse de l'administration pour un joli référendum, qui devrait pourtant rester l'affaire privée d'une organisation syndicale.

Le syndicat SNCTA se comporte de nouveau depuis la signature du protocole comme le syndicat de l'administration. Bravo !

Côté UNSA-ICNA, nous avons l'habitude de dire ce que nous faisons et de faire ce que nous disons.

Fidèles à nos engagements et comme nous l'avons toujours annoncé, nous allons voter contre la poursuite de l'expé 7/12, et ce malgré le chantage immoral sur notre tour de service et nos droits à congés auquel notre administration locale s'apprête à se livrer...

Réduction de 20% du temps de pause, 7e jour de travail en plein été (jour supplémentaire qui en appellera assurément d'autres), recyclages dirigés à gogo pour les détachés : autant de mesures délétères pour notre modèle social et attentatoires à la sécurité aérienne.

En conscience, nous ne pouvons pas les laisser passer, et ce quelles que soient les conséquences (conséquences qui pèseront sur les épaules des vrais responsables). Alors que nous avons fait un difficile premier pas en septembre 2016 en nous abstenant, nous regrettons amèrement que le SNCTA n'ait pas saisi les 6 mois que nous lui avons offerts pour travailler ensemble et donner aux PC une alternative consensuelle...

Désormais, l'heure est au combat. Comme à chaque fois que l'avenir de la profession est en jeu (MOSAIC, fermeture de la moitié des approches, protocole 2013, fin de la baisse des effectifs, etc.), l'UNSA-ICNA prendra ses responsabilités et se battra.

Nous pouvons d'ores et déjà annoncer que si l'administration persiste dans cette stratégie et refuse d'appliquer le protocole, elle devra affronter sans surprise un mouvement social avec dépôt de préavis.

Mais au-delà, l'UNSA ICNA prévient que si l'administration s'aventurerait à passer en force suite à un vote unanime des OS contre son projet punitif, elle saisirait le Procureur de la République pour une double atteinte à la sécurité :

- mise à feu et à sang volontaire de la salle de contrôle
- augmentation de la pénibilité en période de charge maximale

➤ **Savoir se regarder dans la glace**

Le Bureau de section UNSA-ICNA de LFBB est, clairement, sorti avec la nausée de cette réunion du GT7 !

Nous aurions tant d'exemples concrets à vous donner pour illustrer notre ressenti. Notre société va mal, ceux qui nous dirigent se sentent libres de tout faire, de tout imposer.

La sécurité, la performance, on s'en moque ! Le but est ailleurs, il faut asservir ! Et si possible, que chacun trouve ça normal ! Alors quoi de mieux qu'un syndicat pour faire le sale boulot de persuasion ?

Quand on pense que notre droit de grève, et plus globalement tous les avantages de notre profession, ont été obtenus par des gars qui ont osé braver l'interdit, tout risquer pour le collectif, on se demande ce qui s'est passé !

Nos anciens n'avaient ni notre rémunération, ni nos diplômes, mais ils ne se prenaient pas pour ce qu'ils n'étaient pas. Ils savaient d'où ils venaient et où ils allaient, avaient la conscience de l'inacceptable et cette capacité à se mobiliser pour le refuser. S'ils voyaient aujourd'hui les agissements de certains, ils auraient assurément bien honte de ce que nous sommes collectivement devenus...

Les nouvelles générations sont telles les fameuses grenouilles dans l'eau initialement froide mais dont la DGAC s'évertue depuis des années à augmenter de manière continue mais a priori imperceptible la température.

Il est désormais grand temps de prendre collectivement du recul sur notre situation, sur nos conditions de travail et sur les moyens (en particulier techniques) qui nous sont donnés pour remplir une mission de plus en plus ardue.

Quel est le bilan depuis le début de la décennie ? Des effectifs en baisse (- 10% et ce n'est pas fini) avec un trafic en hausse constante (+10% cet été par rapport à 2015, plus 6% ces dernières semaines, juste après le basculement EEE), une pénibilité qui s'accroît, des outils qui ne suivent plus (avec EEE on a repeint la façade, mais les fondations sont toujours pourries), des refontes d'espace qui se font attendre, une absence de revalorisation et surtout une absence totale de considération pour le travail accompli et les efforts fournis.

Historiquement, le modèle ICNA repose sur le compromis suivant : une modération salariale contre des conditions de travail sensiblement meilleures que celles de nos voisins. Ceci assurait des contrôleurs motivés, heureux dans leur travail, et donc très productifs. Ou comment concilier performance, sécurité et coûts maîtrisés. Ce système français qui

repose si fortement sur l'humain est désormais mis à mal par une administration qui agit pour des raisons principalement idéologiques, quitte à faire exploser la pénibilité en salle de contrôle et dégrader notablement la sécurité.

Mais rien de ceci n'est inéluctable ! Avec une telle poussée du trafic alors que les effectifs ne suivent pas, ce n'est pas nous qui devons avoir peur de l'Administration, c'est elle qui devrait être morte de trouille !

Chacun doit avoir conscience que le rapport de forces est désormais largement en notre faveur. Mais encore faut-il avoir la volonté de s'en servir !

MANŒUVRES IMMONDES À CDG

A CDG, l'Administration a inauguré la stratégie aujourd'hui employée à Bordeaux : projet de tour de service « punitif » et restrictions maximales sur les droits à congés pour forcer les OS à rentrer dans le rang et à voter le 7/12.

La section UNSA avait dans un premier temps fait échec à ce projet en exerçant sa minorité de blocage. Suite à cela, nos représentants avaient fait l'objet de nombreuses menaces et autres intimidations de la part de « collègues ».

À tel point qu'ils n'ont eu physiquement d'autre choix que de s'abstenir lors d'un nouveau vote demandé par le SNCTA quelques semaines plus tard...

Nous mettons en garde le SNCTA : nous n'accepterons pas les mêmes menaces qui ont été subies par nos collègues de Roissy. Nous n'hésiterons pas à porter plainte si un responsable syndical, un adhérent ou un sympathisant est pris à parti de façon violente dans le but de lui nuire suite au vote au prochain CT Local. Si le débat d'idées est normal et sain, le harcèlement moral et/ou physique est puni par la loi. Nous y veillerons très attentivement.

Lors des deux dernières grandes poussées de trafic (fin des années 80 et début des années 2000) ont été négociées respectivement la catégorie A pour les contrôleurs, et de très substantielles augmentations salariales accompagnées de recrutements de masse.

Et aujourd'hui il faudrait vendre ses acquis sociaux contre quelques centaines d'euros ? Alors certes, « la société a changé », mais pas à ce point, et clairement pas autant que certains syndicats de contrôleurs...

> Résistons !

Il est donc temps de cesser d'agir en consommateurs (« tout ça, c'est compliqué », « moi, pourvu que mes congés passent... », « c'est quand qu'on est augmentés ? »,) pour se comporter en ACTEURS de nos vies professionnelles, de nos conditions de travail, avec la sécurité au premier plan de nos préoccupations collectives car c'est elle seule qui nous légitime.

Alors oui, nous appelons les ICNA à la résistance, non pas syndicale mais individuelle. Faites-vous respecter !

Indexez vos efforts sur la considération que vous porte votre administration. Assurez avant tout et en permanence la sécurité sur votre secteur. Protégez-vous !

Vos dirigeants ne vous veulent pas du bien, et ceux qui essaient de vous dire dans nos rangs le contraire, ont déjà traversé la rive qui les mènera à l'approbation totale de l'inacceptable.

Prendre toujours plus d'avions avec toujours moins de moyens n'est pas un comportement professionnel, ni responsable. Au contraire, le vrai professionnel sait quand il faut dire stop.

L'été 2017 va probablement s'accompagner d'une explosion record de la pénibilité. Face à cela nous avons individuellement et collectivement (PC, FMPistes, Chefs de Salle) non seulement les moyens, mais le DEVOIR de nous protéger et de protéger les usagers, en refusant les charges de trafic (rappelons qu'avec EEE, il y a un effet « paquet » et qu'on ne voit rapidement plus rien, même avec une charge faible) et en mettant en place l'ensemble des mesures de régulation qui s'imposeront (secteurs indégrouables ou trafic volumes permettant de minimiser l'impact des refilings : face à la réactivité des compagnies aériennes, il faudra être inventifs) aux taux adaptés à la fois à une appropriation du trafic estival sur EEE et à la fatigue supplémentaire générée par un tour de service insupportable.

Prenons acte que notre administration ne nous donne plus les moyens de passer en toute sécurité un trafic qui explose sans générer de délais. Et les coups de fouet n'y changeront rien...

A chacun sa partition désormais : l'Administration veut nous faire passer le message avec des procédés infantilisants et iniques que la seule issue possible est de travailler plus de jours sur le cycle, de densifier les vacations et ce faisant de faire exploser la pénibilité ?

Et bien à nous de lui répondre avec nos armes que non, ce n'est pas la seule voie possible, et que son sacro-saint objectif de performance ne pourra être atteint que lorsqu'elle renoncera à sans cesse chercher à s'aligner sur ce qui se fait de pire en terme de management dans notre société malade.

Concluons par une évidence : même des espaces capacitifs et des outils à la pointe ne peuvent générer de la performance et de la sécurité que s'ils sont utilisés chaque jour par des agents motivés, reconnus et en forme. C'est pourquoi il est urgent que l'humain revienne au cœur des préoccupations de nos managers. Sans cela, le trafic ne passera pas.

